

## FIN DE CALVAIRE POUR LES SANS-PAPIERS ALGÉRIENS DU CENTRE DE BRUXELLES

# Les harragas s'accrochent au plan belge de sauvetage

**Les harragas font confiance au plan belge de sortie de la tragédie. Leur calvaire, pour autant, n'est pas encore terminé.**

**De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari**

Jusqu'à hier, ils étaient en grève de la faim. Cinquante jours. Les «sans-papiers» ou les «clandestins», les «grévistes de la faim», les «illégaux»,

chaque titre de la presse belge les classifie dans l'une ou l'autre des catégories. Parmi eux, 14 Algériens. Certains, ici, depuis fort longtemps. D'autres sont arrivés il y a peu.

Les autorités belges et les organismes publics chargés de trouver avec eux des solutions leur ont propo-

sé un plan qu'ils ont jugé correct. Loyal.

Une attestation — de trois mois — qui permettra à certains d'introduire un dossier de régularisation et à d'autres de compléter leur demande.

Le représentant de l'Office des étrangers (ministère de l'Intérieur, organisme fédéral compétent) s'est engagé, publiquement et devant la presse, à tenir les promesses. L'autre suggestion qui a recueilli les faveurs des grévistes de la faim est l'attribution d'un numéro

d'immatriculation les identifiant et qui leur assurera une libre circulation à l'intérieur du royaume. Les associations de défense des droits de l'homme, les avocats et les personnalités politiques belges, nombreuses, qui ont porté le calvaire des «sans-papiers», s'estiment, pour la plupart, satisfaits de l'issue du drame. Pendant dont presque deux mois, des familles entières, beaucoup avec des enfants, ont squatté un bâtiment appartenant à la communauté

française (parlement régional) pour attirer l'attention sur leur sort. Les «clandestins» qui ont suivi le mouvement de protestation sont, en fait, deux groupes distincts : le premier est composé d'illégaux des premières générations qui ont, pour nombre d'entre eux, travaillé, ici, sous diverses identités et à qui la régularisation a été refusée. Soit parce qu'eux-mêmes n'ont pas entamé les démarches nécessaires adéquates, ou bien le statut de résider en Belgique leur a été refusé pour une raison ou une autre.

L'autre groupe est constitué de «sans-papiers» récents, ce que l'on appelle, médiatiquement, en Algérie les harragas. Si les harragas évitent, généralement, de s'installer à Bruxelles, ceux-là l'ont fait au contraire des autres clandestins algériens qui, traditionnellement, préfèrent Charleroi ou Liège (sud du pays - francophone).

Le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, qui a participé aux «accords» entre la Belgique et les «sans-papiers», s'est montré disposé à les accompagner dans leurs futures démarches administratives.

Relevons, tout de même, que les pouvoirs publics belges n'ont pas pensé, un seul instant, à mettre en prison les sans-papiers. Au contraire de la justice algérienne qui, depuis quelques mois, condamne les jeunes Algériens qui se jettent à la mer et qui n'arrivent pas à passer de l'autre côté...

A. M.

## FRANCE

# Un tandem contesté pour diriger Télé France Monde

**Ce qui se murmurait dans les salles de rédaction françaises depuis quelques semaines a été finalement confirmé par un communiqué de la présidence de la République.**

**De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed**

On y annonce la constitution d'une société holding dénommée France Monde regroupant Radio France Internationale, RFI, TV5-Monde et la dernière née des chaînes TV, en l'occurrence France 24. Mais le communiqué va plus loin en annonçant le tandem qui présidera France Monde : Alain de Pouzilhac, l'actuel président du directoire de France 24, et Christine Ockrent, journaliste et compagne de Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères. Il n'en fallait pas plus pour créer une vaste polémique dans le milieu de l'audiovisuel français, d'autant que depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, les sujets de dissension ne manquent pas. C'est d'abord la nomination de Christine Ockrent qui fait réagir la profession. Il s'agit d'un véritable conflit d'intérêt, s'insurge le Syndicat des journalistes SNJ, pour qui le choix de la journaliste «pose un gros problème d'image et de crédibilité» pour ce groupe d'audiovisuel en direction de l'extérieur. Le Syndicat des journalistes de RFI qui dénonce le principe même de cette nomination, au-delà de la personne même d'Ockrent, s'interroge dans

un communiqué : «Quelle indépendance ? Quelle image pour le futur holding avec l'arrivée à sa tête de la compagne de Kouchner qui est lui-même le ministre de tutelle de RFI et deviendra peut-être la tutelle de ce holding ? Les comités d'entreprise et les intersyndicaux s'élèvent, quant à eux, contre un «passage en force» et dénoncent une attitude unilatérale et monarchiste de l'Elysée. Face aux remous créés par sa nomination, Christine Ockrent s'est emportée : «Pour les femmes de ma génération, le fait d'être périodiquement ramenées à ce statut «de femme de», en niant son identité, ses compétences, son parcours professionnel, franchement, je trouve ça injuste et humiliant, et moi j'attends le moment où on parlera de «l'homme de» et où l'on demandera à «l'homme de» de sacrifier son identité, ses compétences, son parcours pour faire des bouquets de fleurs». Et la journaliste, dont les compétences ont été peu remises en cause dans la contestation, d'ajouter : «Christine Ockrent, c'est mon nom. Ça fait 35 ans que je fais ce métier, j'ai passé 10 ans dans les chaînes de télévision américaines, j'ai été la première femme à faire le 20-heures, la deuxième à diriger l'Express...». Ce qui est contesté à

Ockrent, depuis quelques mois d'ailleurs, ce sont tous «les ménages», autrement dit toutes les prestations qu'elle assure en free lance pour des entreprises privées ou publiques, et pour lesquelles elle serait grossièrement rémunérée. Le syndicat de France 3 où la journaliste anime une émission politique hebdomadaire (Duel sur la 3, le dimanche), s'élève contre le fait qu'elle perçoive 120 000 euros par an de France 24 pour une pige hebdomadaire de 6 minutes, qu'elle assurerait d'ailleurs à partir de la brasserie de luxe «La closerie des lilas», près de son domicile, les équipes de France 24, se déplaçant pour l'enregistrer. Par ailleurs, la journaliste serait rémunérée 18 000 euros par demi-journée pour les séminaires qu'elle anime comme par exemple celui de l'université d'été du Medef, celui de Windows Vista ou encore de SFR.

### Dérives et dangers de la concentration des médias

Mais, plus fondamentalement, la montée au créneau des syndicats de l'audiovisuel est venue d'une série de mesures ou de déclarations du plus haut du pouvoir actuel, en l'occurrence du président Sarkozy. La mainmise de Sarkozy sur les médias est plus que jamais dénoncée. La quasi-totalité des médias est en effet dirigée ou même la

propriété de ses amis très proches. TF1 qui détient le tiers d'audience TV est détenue par Martin Bouygues, l'ami du président. Arnaud Lagardère, proche aussi du président, est le patron de Europe 1, Paris Match, le JDD... Serge Dassault qui a rejoint Sarkozy, après avoir été proche de Chirac, est propriétaire du Figaro ; Bernard Arnault qui a été son témoin, lors de son mariage avec Cécilia, est propriétaire de la Tribune et François Pinault, autre intime est propriétaire du Point. Tout cet encerclement, toute cette concentration, font naturellement désordre. A l'intérieur des rédactions censure ou autocensure sont de mise. Ça est d'autant plus que certains journalistes ou directeurs de média ont fait les frais de leur «audace». Pour avoir osé publier dans son hebdomadaire les photos de Cecilia et de son amoureux de l'époque, le patron de Paris Match s'est vu tout simplement débarquer de son poste. Des craintes se sont installées et l'on a même vu un journaliste - Jean Pierre El Kabach - appeler le président pour savoir si le choix de recrutement d'un journaliste l'agréait ! Dernière décision unique en France, le président Sarkozy a porté plainte au pénal contre les responsables du *Nouvel Observateur*, pour «faux, usage de faux et recel».

K.-B.-A.

## APRÈS UN POURVOI EN CASSATION AUPRÈS DE LA COUR SUPRÊME

# L'affaire Berradi Laïd sera rejugée demain à la cour de Blida

**Le tribunal près la cour de Blida jugera demain l'affaire des chèques sans provision d'une valeur globale de 113 millions de dinars dont l'auteur n'est autre que Berradi Laïd, celui qui a été surnommé le «baron de l'import-import», et par qui le scandale est arrivé dans la suspension de magistrats du tribunal de Koléa.**

En effet, dans ce procès, il sera jugé une affaire de chèques sans provision associée à une escroquerie et faux en écriture sur document officiel puisque le prévenu a tenté d'éluder le grief en usant d'un subterfuge, celui d'obtenir «une attestation de perte de

son chéquier référencée sous le numéro 19/SDK/2005 du 2 janvier 2005», et sur laquelle figurait le numéro du chèque remis à Karim M., victime dans cette affaire. Sur ce document était inscrit juste après le numéro de chèque, la mention «prêt à payer». Mais contre

toute attente, une autre attestation signée par le chef de sûreté de daïra de Koléa sera délivrée le 3 janvier 2005 à Berradi mais sans la mention «prêt à payer».

Cet état de fait a contraint le président du tribunal de Koléa à désigner à cette époque un huissier de justice pour vérifier au niveau de la banque l'existence ou non de ces chèques.

Effectivement, il s'avérera que Berradi a remis à sa banque 18 chèques dont celui de Karim M. d'une valeur de

six milliards de centimes.

La fourberie ayant échoué, Berradi entrevoit un autre scénario à savoir de trouver un bouc émissaire capable de déclarer au juge que Karim M. lui avait ordonné de voler son chéquier.

L'astuce pour la sale besogne, Berradi la trouvera chez Fersaoui Abdallah, un ouvrier qui a travaillé chez lui. Il lui aurait promis de le récompenser généreusement pour les jours passés en prison.

Mais au commissariat, Fersaoui se ravise et ses

aveux seront filmés par l'officier de police ce qui enfoncera son patron au point que le procureur de la République le mettra sous mandat de dépôt.

Devant la justice, Berradi et Fersaoui écopèrent respectivement de 3 et de 1 ans de prison ferme.

Non satisfait du jugement, sa victime Karim M. a introduit un pourvoi en cassation auprès de la Cour suprême et l'affaire est revenue pour être jugée à nouveau demain devant la cour de Blida.

M. B.

## MASCARA

# Trois peines capitales pour les assassins du militaire

**Cinq accusés comparaissent, mercredi dernier, en session criminelle. Le procureur a requis la peine capitale pour constitution d'association de malfaiteurs, meurtre avec préméditation et autre vol.**

Un quatrième était accusé de complicité de meurtre et tentative de viol alors que le cinquième comparaissait pour non-déclaration de meurtre contre lequel il sera requis deux années de prison et 30 000 DA d'amende. Après délibération, le verdict tombe dans l'après-

midi condamnant ceux qui avaient agi cagoulés à la peine capitale, à savoir D. A., B. A. et S. R. B. S. écoperait d'une année de prison ferme et d'une amende de 20 000 DA. Le cinquième accusé sera lui tout simplement acquitté parce que deux de ses coaccusés se

seraient rétractés et auraient fini par déclarer qu'il ne se trouvait pas avec eux le jour des faits alors qu'un autre aurait adressé au procureur général une correspondance qui l'innocentait. Les faits remontent au 14 janvier 2007. Ils ont eu lieu à Aârouba, limitrophe de la commune d'El-Keurt dans la wilaya de Mascara. Cet endroit est connu pour être mal fréquenté le soir où se donnent rendez-vous les compagnons de beuveries qui finissent parfois mal.

Mais cette fois-ci le drame est d'une autre nature. En effet, un militaire en civil s'y rend avec sa compagne à bord de son véhicule. Cinq minutes ne se sont pas écoulées qu'ils sont agressés par des individus dont la moyenne d'âge ne dépasserait pas les 20 ans. Ils porteront à l'homme plusieurs coups de couteau qui le blesseront à la cuisse et lui seront fatals puisqu'il décédera d'une hémorragie. Les assassins maîtriseront ensuite la femme et l'un d'eux

tentera de la violer mais le passage d'un camion la sauvera. Elle réussira à rentrer chez elle. L'enquête sera diligentée par les éléments de la Gendarmerie nationale qui parviendront à les neutraliser 24 heures après le drame. Après avoir quitté les lieux, les fuyards s'étaient emparés d'un poste-radio de l'automobile de la victime et de 4200 DA. La jeune fille avait subi le même sort puisqu'on lui subtilisa ses boucles d'oreilles.

M. Meddeber

## YASMINA PRÉSENTE SA COLLECTION PRINTEMPS - ÉTÉ Mes orientales en quatre saisons

Retour sur les podiums. La légendaire Yasmina a signé une nouvelle collection, jeudi soir au palais de la culture Moufdi-Zakaria - Kouba.

C'est dans une atmosphère feutrée, lumières tamisées et musique du désert que les mannequins pour la plupart françaises et italiennes ont défilé sur les derniers échos de l'événement Alger capitale de la culture arabe 2007. Une cinquantaine de modèles ont été présentés à un public féminin très nombreux. Haute couture au menu, Yasmina a su comme à son habitude garder sa signature. Du traditionnel modernisé et beaucoup d'accessoires ornent cette nouvelle collection.

Les tenues, vitrine des coutumes des quatre coins de l'Algérie, ont agrémenté la notoriété de la célèbre styliste algérienne.

Au-delà, la styliste a même baptisé certains de ses modèles par le nom de villes et capitales arabes tels que Bagdad (karakou en velours vert brodé or et pantalon bouffant en tulle vert), Alexandrie (karakou haut perle en mousseline avec gilet violet et saroual lamé beige), Napoule (karakou en velours bleu brodé avec saroual), Haïfa (karakou en organdi turquoise brodé avec saroual), Assouan (karakou en tulle brodé en argent avec saroual)... Très colorés, éclatants de paillettes, Yasmina a rompu avec sa passion du chèque.

Pour le coup, le public a pu admirer la qualité des lamés, du tulle perlé, d'ensembles imprimés. La soirée qui a débuté à 21h 30 a connu un véritable succès auprès des admirateurs de la styliste.

S. H.